

# LE TEMPS

---

finances publiques Vendredi 9 avril 2010

## Les marchés mettent l'Europe au défi de sauver la Grèce

Par Pierre-Alexandre Sallier

**Un défaut de paiement reste «hors de question» selon la Banque centrale européenne. Incrédules, les milieux financiers exigent 7,5% d'intérêts sur les emprunts grecs. Et spéculent sur l'activation du plan d'aide européen – en conjonction avec le FMI – décidé lors du sommet du 25 mars dernier**

Le bras de fer entre les marchés et les gouvernements européens touche son paroxysme. Un mois après avoir mis la Grèce sous tutelle, quinze jours après avoir dépassé leurs différends pour s'entendre sur la mise en place d'un filet de sécurité, les capitales de la zone euro ne parviennent toujours pas à impressionner les milieux financiers. Jeudi, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet a pourtant tenu des propos extrêmement forts. Un défaut de paiement de la Grèce? «Hors de question.» Le plan de secours? «Fonctionnel.» L'appui de l'Europe? «Personne ne devrait prendre à la légère une déclaration signée par tous les chefs de gouvernement.»

Enfermés dans leur conviction que la République hellénique se retrouvera – peut-être dès cette année – dans l'incapacité de rembourser ses emprunts en temps et en heures, les fonds d'investissement n'écoutent plus. Hier ils ont encore contribué à accroître jusqu'à 7,5% les taux exigés sur les prêts accordés à Athènes. Des conditions inconnues depuis 1998, époque à laquelle le pays n'était pas protégé par l'euro. Cette situation pèse également sur la monnaie européenne, dont la valeur est passée hier sous les 1,33 dollar.

L'incrédulité des investisseurs vise en premier lieu la capacité de la Grèce à réduire cette année son déficit de 12,9% à 8,7% du produit intérieur brut. Le fait que les comptables d'Eurostat s'échinent encore à clarifier la situation exacte des comptes grecs – verdict, le 22 avril – n'arrange rien. Selon la presse locale, le déficit pourrait avoir atteint l'an dernier jusqu'à 14,3% du PIB. Et non 12,9%. Des doutes ravageurs. Car c'est précisément la découverte, en octobre, par un gouvernement Papandréou fraîchement élu, d'un «trou» deux fois plus important que celui présenté par ses prédécesseurs, qui a déclenché la crise actuelle.

Cette conviction que la situation ne peut que se dégrader pousse les marchés à tester la capacité du pays à continuer d'emprunter pour financer ce déficit. Le moment est crucial. Athènes doit obtenir des prêts de 54 milliards cette année, dont 20 milliards d'ici au 19 mai. Certes, depuis janvier, le pays a réussi à convaincre les marchés de lui prêter 18 milliards. Reste qu'actuellement les fluctuations «extrêmes» des taux «rendent très difficile l'émission [d'un emprunt]», estime Laurent Bilke, économiste au sein de la maison Nomura à Londres. Les difficultés rencontrées ces derniers mois par les banques grecques, n'arrangent rien, celles-ci souscrivant en masse aux emprunts publics.

Insidieusement, les marchés tentent d'acculer les autres pays de la zone euro – et le Fonds monétaire international – à débloquer les prêts de dernier recours sur lesquels ils se sont entendus, estimés à environ 25 milliards d'euros. Le gouvernement grec a répété hier qu'«il n'était pas nécessaire pour le moment d'activer [ce] plan d'aide». Mais jusqu'à quand? Lors de leur sommet du 25 mars, les chefs

d'Etat européens ont réservé leur intervention au cas extrême où «le financement de marché» serait «insuffisant». «Insuffisant en quantité – si les emprunts ne sont pas souscrits – ou en qualité – si les taux sont extravagants», avait précisé Nicolas Sarkozy. Avec des emprunts devenus très délicats à émettre et des intérêts de plus de 7%, ce moment de vérité approche.

D'ici là le flot de rumeurs – ou de commentaires alarmistes – courant sur les marchés aura tout lieu de maintenir l'agitation. Ainsi, lundi, l'agence d'information Market News, a fait courir le bruit qu'Athènes s'opposait à toute intervention du FMI. La nouvelle a ensuite été officiellement démentie. Mais, en quelques heures, ce bruit a suffi, à faire bondir les taux d'intérêt étranglant la Grèce.

**LE TEMPS** © 2009 **Le Temps SA**